



---

# Assemblée générale

Session extraordinaire d'urgence

## La situation en Ukraine

New York, le 24 février 2025

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Les développements liés à l'Ukraine évoluent actuellement de manière rapide. Alors que la Suisse suit la situation de près, nous voyons en cette journée de commémoration une occasion de réaffirmer les principes qui nous unissent, notamment le respect du droit international, y compris la Charte des Nations unies.

Nous restons fermes dans notre soutien à l'Ukraine et appelons à une fin des hostilités immédiate. Nous appelons la Russie à retirer ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien. Avant tout, nous plaçons la population ukrainienne au cœur de nos préoccupations.

Le coût humain de cette guerre est immense. Elle continue à causer des pertes et des souffrances indescriptibles, plongeant des millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire ou les forçant à fuir leur foyer. Plus de la moitié des installations énergétiques ukrainiennes sont endommagées ou détruites. Nous réitérons qu'un accident nucléaire doit à tout prix être évité.

La Suisse souligne que la population et les infrastructures civiles sont protégées par le droit international humanitaire et que les attaques à leur encontre sont interdites. Nous appelons toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, en toutes circonstances. Ceci comprend également l'obligation d'autoriser et de faciliter un accès humanitaire rapide et sans entrave.

Nous l'avons affirmé à plusieurs reprises : Au-delà de l'Ukraine, cette guerre a des conséquences profondes. Elle déstabilise la sécurité alimentaire et l'approvisionnement énergétique, ainsi que la sécurité internationale. Cette guerre met en danger les générations futures.

---

Monsieur le Président,

L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine constitue une violation grave du droit international, en particulier de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elle met en péril notre ordre multilatéral ainsi que les principes mêmes de la Charte des Nations unies, obligations que nous tous, en tant qu'États membres de cette organisation, nous sommes engagés à respecter.

La résolution présentée par l'Ukraine (que nous venons d'adopter) porte un message puissant : un appel à la fin de la guerre, à la diplomatie et au respect du droit international. Elle prône la paix. Fidèle à cet engagement, la Suisse s'investit fortement, que ce soit à travers de son mandat au Conseil de sécurité, de l'organisation de la conférence du Bürgenstock en juin 2024 ou de son aide ciblée à la reconstruction ainsi que dans le domaine humanitaire. Nous continuerons à travailler pour contribuer à la paix et à la sécurité en Europe, lorsque nous présiderons l'OSCE en 2026.

Avant tout, la Suisse reste fermement engagée en faveur d'une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine, fondée sur le droit international, y compris la Charte des Nations unies. Nous saluons toute initiative susceptible de conduire à ce but. Il est essentiel que l'Ukraine soit impliquée dès le début dans ces discussions, car il en va de son avenir.

En tant qu'Assemblée générale, nous avons la responsabilité de rappeler et de défendre les principes qui nous unissent. C'est ainsi que nous pourrions avancer vers un avenir où prévaudra la paix, pour nous toutes et tous.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Developments in relation to Ukraine are currently evolving rapidly. While Switzerland is monitoring the situation closely, we see this day of commemoration as an opportunity to reaffirm the principles that unite us, in particular respect for international law, including the United Nations Charter.

We remain steadfast in our support for Ukraine and call for an immediate end to hostilities. We call on Russia to withdraw its troops from the entire territory of Ukraine. Above all, we place the Ukrainian people at the heart of our concerns.

The human cost of this war is immense. It continues to cause indescribable loss and suffering, leaving millions in need of humanitarian aid or forcing them to flee their homes. More than half of Ukraine's energy facilities have been damaged or destroyed. We reiterate that a nuclear accident must be avoided at all costs.

Switzerland emphasises that the civilian population and infrastructure are protected by international humanitarian law and that attacks against them are prohibited. We call on all parties to the conflict to respect international humanitarian law in all circumstances. This also includes the obligation to authorise and facilitate rapid and unimpeded humanitarian access.

We have stated this on several occasions: Beyond Ukraine, this war has profound consequences. It destabilises food security and energy supply, as well as international security. This war endangers future generations.

Mr. President,

Russia's military aggression against Ukraine constitutes a serious violation of international law, in particular of Ukraine's sovereignty and territorial integrity. It jeopardises our multilateral order as well as the very principles of the United Nations Charter, obligations that all of us, as Member States of this organisation, have pledged to respect.

The resolution presented by Ukraine (which we have just adopted) carries a powerful message: a call for an end to the war, for diplomacy and for respect for international law. It advocates peace. True to this commitment, Switzerland is strongly involved, whether through its Security Council mandate, the organisation of the Bürgenstock conference in June 2024 or its targeted aid for reconstruction and in the humanitarian field. We will continue to work to contribute to peace and security in Europe when we chair the OSCE in 2026.

Above all, Switzerland remains firmly committed to a comprehensive, just and lasting peace for Ukraine, based on international law, including the United Nations Charter. We welcome any initiative that could lead to the achievement of this goal. It is essential that Ukraine is involved in these discussions from the outset, as its future depends on it.

As the General Assembly, it is our responsibility to recall and defend the principles that unite us. In this way, we can move towards a future in which peace will prevail for all of us.

I thank you.